

Des salarié(e)s du social de Seine Maritime,

Mail : salariesdusocial.rouen@gmail.com

Blog : <http://salariesdusocial.over-blog.com>

Aux élus du conseil général de Seine Maritime.

Aux élus du conseil régional de Haute Normandie.

Aux responsables de la Direction de la Cohésion Sociale à Rouen.

Rouen, le 6 mars 2010.

Lettre ouverte, en cours de diffusion.

Mesdames, Messieurs,

L'époque actuelle est particulièrement tourmentée et la crise financière est toujours là. La machine à fabriquer les pauvres ayant trop bien fonctionné, il est temps aujourd'hui d'en endiguer le flot. Jugeant avoir trop donné (gaspillé ?), vous avez décidé donc la rigueur. Car un truc de bien avec les déjà pauvres, c'est qu'on ne s'aperçoit pas quand ils s'appauvrissent un peu plus. Quant aux complètement pauvres...

Dans notre secteur, celui de l'hébergement et de l'insertion sociale, nous devinions les prémices de cette évolution depuis quelques années. Les fonds propres de certaines associations, pieusement amassés, fondaient comme neige au soleil. D'autres menaient en s'essouffant une course aux financements. Certaines d'entre elles ont disparu en se vidant de leur substance ou se desséchant : des coquilles vides. Ce phénomène s'est accéléré en 2009. Notre secteur professionnel et « notre » public sont dans le collimateur des gestionnaires. Et c'est pas triste !

Nous nous adressons à vous car l'Etat par la DGCS et les Conseil Généraux sont les financeurs quasi exclusifs de nombreuses associations intervenant pour l'insertion sociale et l'hébergement des publics dits SDF. Ces structures fonctionnent avec des fonds publics car elles remplissent des missions de service public.

La misère n'est pas encore à vendre. Et nous pensons que les discours politiques et les décisions prises sur ces sujets importants sont incohérents compte tenu des enjeux sociaux.

L'assemblée départementale a voté en décembre 2009 une diminution d'un tiers des financements d'actions d'insertion. Ce tiers en moins ne concerne pas seulement les *plus fragiles*. En supprimant des actions qui « *restent plus que jamais des priorités* »¹, il affecte aussi l'action des structures, des associations et de leurs salariés qui interviennent dans ce domaine : accueils de jour pour SDF, CCAS, accompagnateurs sociaux, chantiers d'insertion, ateliers logements, formateurs, référents RSA... Sans oublier tous les services supports (secrétariat, services techniques) qui soutiennent ces interventions sociales.

Les élus ont beau jeu, les uns et les autres, de se renvoyer la balle. A ce sujet, les « tribunes politiques » de *Seine Maritime Magazine* de novembre 2009 sont éloquentes. Certains ont oublié l'origine de la décentralisation et du désengagement de l'Etat, d'autres omettent de rappeler que c'est leur chef qui gouverne la France aujourd'hui. Et tous oublient que l'origine des difficultés sociales du moment remontent à plus de trente ans : pour certaines familles, nous en sommes à la troisième génération de galère, de petits boulots, d'exclusion ! Les « nouveaux pauvres » des années 80 ont de l'ancienneté maintenant.

¹ Extrait de la présentation du budget 2009 du CG de Seine Maritime sur son site Internet.

Cette décision, en fait, n'est que la conséquence logique du discours dominant avec ses présupposés sur les publics divers et variés : « *Les chômeurs, les exRMIstes sont fainéants. On va les mettre au boulot, à n'importe quel prix. S'ils en sont incapables ou réfractaires, ils ne méritent plus notre générosité.* » Si l'argument budgétaire semble réel, vos choix ne sont pas justes (Rappelez-vous, la Justice Sociale !) Le Département, en cette période de vache maigre, plutôt que freiner ce que les sociologues nomment la désaffiliation, la désinsertion ou la disqualification, fait dans la « vitrine », dans la communication. Et Didier Marie, président du Conseil Général, dans un article de Paris Normandie du 20 novembre 2009, ose dire que le Département « *ne touche pas aux politiques de solidarités.* »

Quand à l'Etat, il n'est pas en reste. Depuis longtemps, il nous promet « *plus un seul SDF dans les rues* » (cf. les incantations de Lionel Jospin et de Nicolas Sarkozy). Et pourtant ils sont tous les jours de plus en plus nombreux à solliciter les services d'hébergements. Pour masquer le manque chronique de places d'hébergements et l'enlisement dans la précarité d'une part de plus en plus importante de la population, l'Etat s'est lancé par exemple dans la « refondation des CHRS » . Cette nouvelle « stratégie nationale de prise en charge des personnes sans-abri ou mal logées 2009-2012 » est présentée dans le rapport de Benoist Apparu, secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme.

Ce rapport reprend bon nombre des propositions de la FNARS sur le sujet : (<http://www.fnars.org/index.php/analyses/8-analyses/2132-pour-une-reforme-de-lhebergement-et-du-logement>). Éviter la mobilité contrainte des résidents entre les centres d'hébergement, permettre une continuité des parcours grâce à un référent unique (personne ou équipe), promouvoir le droit pour tous à un espace privatif, voilà des propositions qui peuvent être intéressantes. Par contre, nulle part, il est fait mention, dans le document, des salariés et de leur avenir dans cette refondation.

Cette harmonie entre employeurs et gouvernement est alarmante. Les uns font la sourde oreille pendant que l'autre fait tout son possible pour nous malmenier et vice versa. Le problème, c'est nous. Nous, salariés, sommes devenus des variables d'ajustement. Nous devrions, semble-t-il exercer nos métiers avec abnégation – sûrement un retour de la charité bien ordonnée.

Des CHRS, pour leur fonctionnement, emploient des salariés en contrats aidés, c'est à dire payées au ras des pâquerettes, avec un statut d'assistés de la précarité.

Certains de nos patrons externalisent des services, comme la cuisine, le lavage, le ménage. Ils sous-traitent avec des entreprises dites intermédiaires pour des mises à disposition de personnel sous-payé, hors toute convention collective.

Une de ces entreprises d'intérim « social », à Paris, met à disposition, de cette manière, des vigiles pour assurer la surveillance nocturne d'un CHRS. Moins cher que des animateurs sociaux, encore moins cher qu'un veilleur de nuit, et jetables en plus ! A quand les maîtres chiens ?

Cette précarisation et cette insécurité, nuisibles aux salariés, nuisent aussi aux usagers. Le manque de personnel chronique, l'instabilité des équipes, l'utilisation de « bouche-trous » mal formés, mal préparés, mal payés, génèrent des frustrations, des ressentiments dommageables à une relation saine et positive.

L'incohérence entre les déclarations d'intention et la réalité du milieu s'associe à de nouvelles formes d'action des hiérarchies : les entretiens individuels, la GPEC, les plans de formation, les « contrats de mission » et autres CDD, la révision à la baisse des conventions collectives... L'individualisation des relations professionnelles est en marche et nous isole encore un peu plus.

Un grand danger à venir est l'injonction de l'État aux associations d'hébergement et de réinsertion sociale, pour dépenser (encore) moins, de réduire leur nombre (un chiffre circule : de 35000 à 3500) par des mutualisations ou des fusions (ou disparitions ?). Inutile d'ignorer les pertes de postes et les licenciements à la clé ! Sans oublier les gels et les suppressions de postes, ce que l'on qualifie pudiquement de *départs naturels*.

La dérive gestionnaire et économique de l'intervention sociale oublie quelques fondamentaux « de métier » du travail social : le facteur « humain » et toute sa complexité, l'indispensable durée de l'action. La complexification des démarches administratives (à laquelle tous vous contribuez beaucoup trop) s'ajoute aux difficultés déjà présentes. Le serpent se mord la queue : il faut des bilans de plus en plus précis, des chiffres et des contrôles sur les actions au détriment des actions elles-mêmes ! Du chiffre, encore du chiffre toujours du chiffre. Cette dérive condamne notre action professionnelle de service public aux plus démunis.

Nous ne sommes pas des objets à jeter après emploi. Les personnes que nous accompagnons, que nous aidons ne sont pas des *sur-numéraires* d'une population prête à tout gober. Nous nous inquiétons pour nous et pour elles.

Nous refusons ce gâchis occasionné par vos décisions : des années durant nous avons construits des réseaux professionnels solides, fiables, performants qui vont disparaître par la faute de vos choix uniquement comptables.

Nous refusons cette politique d'abandon des publics à faible revenu : AAH, ASS, RSA, minimum vieillesse.

Nous refusons les missions courtes répondant à des cahiers des charges impossibles à tenir d'appels à projet qui ne projetteront plus rien.

Nous refusons les licenciements et les reclassements bidons.

Nous voulons la reconnaissance et l'opposabilité de nos conventions collectives.

Nous vous demandons de revoir rapidement vos choix politiques et vos orientations budgétaires.

Nous voulons vous rencontrer dès que possible les uns et les autres pour vous expliquer tout ça de vive voix.

Nous vous prions d'accepter nos salutations.

Des salariés du social en colère, syndiqués, non syndiqués
intervenant dans l'hébergement et l'insertion sociale.

P.S : lettre transmise à la préfecture, aux conseillers régionaux, aux conseillers départementaux, à la CREA, à la presse, aux associations et employeurs...

